

MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 89 — 1008

21 AVRIL 1989. — Arrêté royal prescrivant pour la période du 17 au 23 avril 1989 une enquête par sondage auprès des ménages sur les forces de travail

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 décembre 1957 portant approbation du Traité instituant la Communauté Economique Européenne et les actes annexes;

Vu l'article 5 de ce Traité stipulant que les Etats membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du Traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté;

Vu le règlement C.E.E. n° 3473/88 du Conseil du 7 novembre 1988 relatif à l'organisation d'une enquête par sondage sur les forces de travail;

Vu la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique, modifiée par la loi du 1^{er} août 1985, notamment les articles 1 à 3, 16 et 18 à 23;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que l'enquête porte sur la période du 17 au 23 avril 1989, que les ménages choisis doivent être avertis de l'obligation de fournir les renseignements prévus et qu'en outre ils doivent être interrogés le plus vite possible après la semaine de référence;

Sur la proposition de notre Ministre des Affaires économiques et du Plan,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}, § 1^{er}. L'Institut national de Statistique effectue pour la période du 17 au 23 avril 1989, une enquête par sondage auprès des ménages sur les forces de travail.

§ 2. Les ménages pour lesquels les renseignements doivent être fournis, sont désignés selon la méthode de sélection décrite dans l'annexe I du présent arrêté; ils sont informés de l'obligation de fournir les renseignements demandés.

Art. 2. L'enquête se fait au moyen de bulletins conformes au modèle annexé au présent arrêté (annexe II).

Art. 3. Les renseignements doivent être fournis par la personne de référence c'est-à-dire par la personne active la plus âgée, et à défaut de celle-ci, par la personne qui apporte les principales ressources au ménage.

Les renseignements sont recueillis sur place par des enquêteurs désignés par le Ministre des Affaires économiques.

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté le « ménage » est constitué, soit par une personne vivant habituellement seule, soit par deux ou plusieurs personnes qui, unies ou non par des liens de famille, occupent habituellement un même logement et y vivent en commun.

Art. 5. Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées, poursuivies et punies conformément aux articles 19 à 23 de la loi du 4 juillet 1962, modifiée par la loi du 1^{er} août 1985.

Art. 6. Notre Ministre des Affaires économiques et du Plan est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 21 avril 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

W. CLAES

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 89 — 1008

21 APRIL 1989. — Koninklijk besluit waarbij voor de periode van 17 tot 23 april 1989 bij de huishoudens een steekproefonderzoek naar de beroepsbevolking wordt voorgeschreven

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 december 1957 houdende goedkeuring van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap en de bijgevoegde akten;

Gelet op artikel 5 van dit Verdrag dat bepaalt dat de Lid-Staten alle algemene of bijzondere maatregelen treffen welke geschikt zijn om de nakoming van de uit het Verdrag of uit de handelingen van de instellingen der Gemeenschap voortvloeiende verplichtingen te verzekeren;

Gelet op de verordening E.E.G. nr. 3473/88 van de Raad van 7 november 1988 betreffende het houden van een steekproefonderzoek naar de beroepsbevolking;

Gelet op de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985, inzonderheid op de artikelen 1 tot 3, 16 en 18 tot 23;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het onderzoek betrekking heeft op de periode van 17 tot 23 april 1989, dat de gekozen huishoudens moeten inkennis gesteld worden van de verplichting de voorziene inlichtingen te verschaffen en dat zij daarenboven zo spoedig mogelijk na de referentieweek dienen ondervraagd te worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Economische Zaken en het Plan,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. Het Nationaal Instituut voor de Statistiek verricht voor de periode van 17 tot 23 april 1989 bij de huishoudens een steekproefonderzoek naar de beroepsbevolking.

§ 2. De huishoudens waarvoor de inlichtingen moeten worden verstrekt, worden aangewezen volgens de selectiemethode die in bijlage I van dit besluit is omschreven; zij ontvangen bericht van de verplichting de gevraagde inlichtingen te verstrekken.

Art. 2. Het onderzoek geschiedt aan de hand van vragenformulieren overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd model (bijlage II).

Art. 3. De inlichtingen dienen verstrekt te worden door de referentiepersoon, d.w.z. door de oudste actieve persoon, en bij gebreke hiervan, door de voornaamste inkomstentrekker.

De inlichtingen worden ter plaatse ingewonnen door enquêteurs aangewezen door de Minister van Economische Zaken.

Art. 4. Voor de toepassing van dit besluit wordt onder « huishouden » verstaan, een persoon die gewoonlijk alleen leeft, ofwel twee of meer personen die, al dan niet door familiebanden verbonden, gewoonlijk eenzelfde woning betrekken en er samenleven.

Art. 5. Overtreding van de bepalingen van dit besluit wordt opgespoord, vastgesteld, vervolgd en gestraft overeenkomstig het bepaalde in de artikelen 19 tot 23 van de wet van 4 juli 1962, gewijzigd bij de wet van 1 augustus 1985.

Art. 6. Onze Minister van Economische Zaken en het Plan is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 21 april 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

W. CLAES

Annexe I

PLAN DE SONDAGE POUR L'ENQUETE SUR LES FORCES DE TRAVAIL 1989

1. Détermination du nombre de ménages soumis à l'enquête

L'échantillon total a été fixé à 35 000 ménages, plus 2 450 ménages de réserve.

Ce chiffre comprend 24 500 + 2 450 ménages nouveaux, ainsi que 10 500 ménages de l'enquête de 1988, qui n'avaient pas été interrogés en 1987.

2. Répartition de l'échantillon

Les trois parties du Brabant et les huit autres provinces disposent d'un échantillon m_h proportionnel à la racine carrée de leur population M_h

$$\frac{m_h}{\sum_h m_h} = \frac{M_h^{1/2}}{\sum_h M_h^{1/2}}$$

avec toutefois un minimum de 2 000 enquêtes par subdivision, et un renforcement de 2 000 enquêtes pour Bruxelles.

L'échantillon est arrondi et agrégé en 700 groupes de 50 ménages.

Le nombre de ménages à interroger dans chaque subdivision est repris au § 4.

3. Désignation des ménages

3.1. Echantillon repris de l'enquête 1988

10 500 ménages de l'enquête 1988 (soit 30 %) sont constitués de 210 groupes de 50 ménages de l'enquête 1988, choisis aléatoirement parmi ceux qui n'avaient pas déjà été interrogés en 1987.

Il est appliqué un taux de sondage propre à chaque subdivision, de manière à ce que dans chacune la proportion de ménages repris de 1988 soit égale à 30 %.

3.2. Echantillon neuf

La désignation des ménages fait l'objet d'un sondage à deux degrés.

Le premier degré est l'entité géographique constituée des logements ayant un code postal commun. Cela comprend approximativement à la commune avant les fusions de 1977. Chaque entité est choisie, éventuellement plus d'une fois, avec une probabilité proportionnelle au nombre de ménages qu'elle comporte. Au sein de chaque province — affectée d'un taux de sondage propre — il est procédé à un tirage systématique. Lorsqu'une entité est désignée plus d'une fois, elle est comptée pour autant d'unités primaires. Plus d'une fois, elle est comptée pour autant d'unités primaires.

Le second degré est le ménage.

Dans chaque unité primaire, on retient 50 ménages, plus 5 ménages de réserve.

La sélection est faite par tirage systématique au sein du fichier des chefs de ménage résidant dans l'unité primaire. Le pas du tirage est calculé de manière à assurer le balayage de tout le fichier; l'origine est aléatoire.

4. Ventilation de l'échantillon

	Echantillon de 1988 (Effectif)	Echantillon nouveau		Echantillon total	
		Effectif	Réserve	Effectif	Réserve
Anvers	1 250	2 800	280	4 050	280
Bruxelles	1 650	3 900	390	5 550	390
Brabant flamand	950	2 100	210	3 050	210
Brabant wallon	600	1 400	140	2 000	140
Flandre occidentale	950	2 300	230	3 250	230
Flandre orientale	1 100	2 550	255	3 650	255
Hainaut	1 100	2 550	255	3 650	255
Liège	950	2 300	230	3 250	230
Limbourg	750	1 800	180	2 550	180
Luxembourg	600	1 400	140	2 000	140
Namur	600	1 400	140	2 000	140
Total	10 500	24 500	2 450	35 000	2 450

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 21 avril 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

W. CLAES

Annexe II

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE
Rue de Louvain 44, 1000 Bruxelles
Tél. : 02/513.96.50

Commune :

ENQUETE SUR LES FORCES DE TRAVAIL 1989

Numéro du groupe :

I. BULLETIN DE MENAGE

Numéro du ménage :

Les ménages interrogés sont obligés de fournir les renseignements demandés. Les réponses données au présent bulletin sont confidentielles; elles sont exclusivement utilisées pour l'établissement de statistiques globales et anonymes. La loi interdit toute autre divulgation.

- Pour l'enquêteur :
- on ne peut donner qu'une seule réponse par question
 - la réponse à la plupart des questions se fera en entourant le code adéquat, par ex. : 7
 - pour les questions auxquelles il faut répondre par un nombre (par ex. : nombre de personnes faisant partie du ménage), on inscrira celui-ci dans les cases correspondantes, par ex. : 10|0|5
 - le chiffre entre parenthèses dans la colonne 2 indique la question suivante

1. Nom et prénom de la personne de référence :	
Rue et n° :	
Commune :	
2. Nombre de personnes faisant partie du ménage :	20 (3) <input type="text"/>
3. Type de ménage : — ménage privé — ménage collectif	23 1 (5) 2 (4) <input type="text"/>
4. S'il s'agit d'un ménage collectif, décrivez clairement la catégorie de l'Institution :	24 (5) <input type="text"/>
5. Résultat de l'enquête : — positif — négatif : — par suite de refus — par suite d'absence de longue durée — autre raison (à spécifier)	25 1 (6) 2 (*) 3 (*) 4 (*) <input type="text"/>
6. Date de l'interview :	26 (7) <input type="text"/> jour <input type="text"/> mois
7. Numéro de téléphone : — à la maison : / — travail, famille, voisins, etc. : /	(8) (8) <input type="text"/>
8. Type d'enquête : — interview — par voie postale — par voie téléphonique	27 1 (II) 2 (II) 3 (II) <input type="text"/>

Nom de l'enquêteur :

Direction générale :

Numéro de téléphone :

MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉCONOMIQUES
INSTITUT NATIONAL DE STATISTIQUE

Rue de Louvain 44, 1000 Bruxelles
Tél. : 02/513.96.50

ENQUETE SUR LES FORCES DE TRAVAIL 1989

Commune :

Numéro du groupe : | | |

Numéro de ménage : | | |

Numéro du membre du ménage : | | |

II. BULLETIN INDIVIDUEL

Un bulletin individuel doit être établi pour chaque personne, présente ou non, appartenant au ménage. Les réponses données au présent bulletin sont confidentielles; elles sont exclusivement utilisées pour l'établissement de statistiques globales et anonymes. La loi interdit toute autre divulgation.

- Pour l'enquêteur :**
- on ne peut donner qu'une seule réponse par question
 - la réponse à la plupart des questions se fera en entourant le code adéquat, par ex. : 7
 - pour les questions auxquelles il faut répondre par un nombre (par ex. : mois de naissance), on inscrira celui-ci dans les cases correspondantes, par ex. : juin | 06 |
 - le chiffre entre parenthèses dans la colonne 2 indique la question suivante

Nom et prénom :	(1)	Pour l'enquêteur :	(6)
INFORMATIONS GÉNÉRALES		— la personne a 14 ans ou plus (née le 23.4.1975 ou avant)	(40)
1. Lien avec la personne de référence :	31	— la personne a 13 ans ou moins (née le 24.4.1975 ou après)	
— Personne de référence	1 (2)		
— Epoux, épouse ou partenaire	2 (2)		
— Fils, fille (y compris enfant adopté ou d'un autre lit)	3 (2)		
— Ascendant de la personne de référence ou de son conjoint	4 (2)		
— Autres parents	5 (2)		
— Autres	6 (2)		
— Sans objet (ménage collectif)	9 (*)		
2. Sexe :	32	6. Situation au regard de l'emploi au cours de la semaine de référence :	43
masculin	1 (3)	A un emploi, exerce une activité	
féminin	2 (3)	a) a exercé cet emploi, cette activité	1 (8)
		b) n'a pas exercé cet emploi, cette activité	2 (7)
3. Date de naissance :	33	Service militaire ou civil (obligatoire)	3 (20)
jour		N'a pas d'emploi, n'a pas d'activité	4 (20)
mois			
année	1		
4. Etat civil :	40	7. Personnes ayant un emploi sans l'avoir exercé au cours de la semaine de référence pour les raisons suivantes :	44
— Célibataire	1 (5)	Mauvais temps	0 (8)
— Marié(e)	2 (5)	Chômage partiel pour raisons techniques ou économiques	1 (8)
— Veuf, Veuve	3 (5)	Conflit de travail	2 (8)
— Divorcé(e) ou légalement séparé(e)	4 (5)	Enseignement scolaire ou formation à l'extérieur de l'établissement	3 (8)
5. Pays de nationalité :	41	Maladie, accident ou incapacité temporaire	4 (8)
Belgique	05	Congé de maternité	5 (8)
Allemagne (R.F.A.) ..	01	Congé, vacances	6 (8)
France	02	Nouvel emploi devant commencer à une date ultérieure	7 (20)
Italie	03	Autres raisons	8 (8)
Pays-Bas	04		
Luxembourg	06	8. La personne a-t-elle exercé plus d'un emploi ou plus d'une activité au cours de la semaine de référence ?	45
Royaume-Uni	07	Oui	1 (9)
République d'Irlande ..	08	Non	2 (9)
Danemark	09		
Grèce	10	9. Horaire hebdomadaire habituel de travail :	46
Portugal	11	Nombre d'heures effectuées habituellement pour l'activité principale	(10)
		10. Nombre d'heures effectuées réellement pendant la semaine de référence pour l'activité principale	48
			(11)

11. Raison pour laquelle la personne a effectué pendant la semaine de référence un nombre d'heures effectif différent de son horaire habituel :	50	16. Distinction entre temps complet et temps partiel :	64
a) la personne a travaillé PLUS d'heures qu'habituellement pour les raisons suivantes :		a) Exerce un travail à temps complet	1 (17)
- horaire variable (par ex. horaire mobile) 01	(12)	b) Exerce un travail à temps partiel pour les raisons suivantes :	
- semaine de travail flexible 02	(12)	- l'intéressé suit un enseignement ou une formation .. 2 (16c)	
- autre raison 03	(12)	- l'intéressé est malade ou handicapé 3 (16c)	
b) la personne a travaillé MOINS d'heures qu'habituellement pour les raisons suivantes :		- l'intéressé n'a pas trouvé un emploi à temps complet 4 (16c)	
- mauvais temps 04	(12)	- pour des raisons familiales 5 (16c)	
- chômage partiel pour raisons techniques ou économiques 05	(12)	- l'intéressé ne voulait pas un emploi à temps complet 6 (16c)	
- conflit de travail 06	(12)	- autre raison 7 (16c)	
- enseignement scolaire ou formation 07	(12)	- n'a pas fourni la raison 8 (16c)	
- horaire variable (par ex. horaire mobile) 08	(12)	c) En cas de travail à temps partiel :	
- semaine de travail flexible 09	(12)	% de celui-ci par rapport au temps plein (17)	
- maladie, accident ou incapacité temporaire 10	(12)		
- congé de maternité 11	(12)		
- responsabilités personnelles ou familiales 12	(12)		
- congé, vacances 13	(12)		
- jours fériés 14	(12)		
- début d'un emploi, changement d'emploi durant la semaine de référence 15	(12)		
- cessation d'un emploi sans reprise d'un nouveau emploi durant la semaine de référence 16	(12)		
- autres raisons 17	(12)		
Autres possibilités :			
- la personne a travaillé le MEME nombre d'heures 97	(12)		
- personnes dont l'horaire VARIE considérablement d'une semaine à l'autre ou d'un mois à l'autre 98	(12)		
12. Statut professionnel :	52	18. Permanence de l'emploi :	68
- Employeur 1	(13)	a) l'intéressé a un emploi PERMANENT ou un contrat de travail à durée indéterminée 1 (19)	
- Indépendant 2	(13)	b) l'intéressé a un emploi TEMPORAIRE ou un contrat de travail à durée limitée pour les raisons suivantes :	
- Ouvrier, salarié (sousmis à l'O.N.S.S.) 3	(13)	- contrat couvrant une période de formation (apprentis, stagiaires, etc.) 2 (19)	
- Employé, appartenant (sousmis à l'O.N.S.S.) 4	(13)	- C.S.T., C.M.T., T.C.T., contractuels subsidiés 3 (19)	
- Fonctionnaire, agent de l'Etat, province, commune, parastataux, et autres 5	(13)	- n'a pas pu trouver un emploi permanent 4 (19)	
- Aidant 6	(13)	- ne veut pas un emploi permanent 5 (19)	
- n'a pas indiqué la raison 6	(13)	- n'a pas indiqué la raison 6 (19)	
13. Nom et adresse de l'établissement, de l'institution, de l'administration, etc. que la personne dirige ou qui l'occupe :	53	19. Recherche d'un autre emploi et motifs :	69
.....		- La personne ne recherche pas un autre emploi 0 (33)	
.....		- La personne recherche un autre emploi pour une des raisons suivantes :	
Commune : []		- crainte ou certitude de perdre l'emploi actuel 1 (26)	
Rue : []		- l'emploi actuel est considéré comme un emploi d'attente 2 (26)	
No : []	(14)	- recherche un deuxième emploi 3 (26)	
14. Nature de l'activité de l'établissement, de l'institution, de l'administration, etc. que la personne dirige ou qui l'occupe (à spécifier autant que possible) :	58	- désir de trouver des conditions de travail meilleures 4 (26)	
.....		- autre motif 5 (26)	
.....		- la personne déclare chercher un autre emploi mais n'a pas précisé la raison 6 (26)	
15. Nature de la profession ou fonction que la personne exerce dans l'établissement, l'institution ou l'administration qu'elle dirige ou qui l'occupe :	61	EXPERIENCE PROFESSIONNELLE ANTERIEURE DES PERSONNES SANS EMPLOI	
.....		20. Expérience professionnelle antérieure et période écoulée depuis la fin du dernier emploi :	70
.....		- N'a jamais eu d'emploi 0 (25)	
.....		- A déjà travaillé et a quitté son dernier emploi depuis :	
.....		- moins de 6 mois 1 (21)	
.....		- de 6 à 11 mois 2 (21)	
.....		- de 12 à 17 mois 3 (21)	
.....		- de 18 à 23 mois 4 (21)	
.....		- de 24 à 35 mois 5 (21)	
.....		- plus de 35 mois 6 (25)	
.....		- a déjà travaillé, mais n'a pas précisé quand elle a quitté son dernier emploi 7 (25)	

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU DERNIER EMPLOI					
Pour l'enquêteur :					
Ne poser la question 21 qu'aux personnes sans emploi ayant encore travaillé il y a moins de trois ans	(21)		26. Si l'intéressé cherche un emploi ou attend de commencer un travail, est-ce pour exercer :		80
Les autres personnes sans emploi	(25)		Une activité d'indépendant	1	(27)
			Un emploi de salarié ou d'appointé :		
21. Raison pour laquelle elle a quitté son dernier emploi :	71		— seul un emploi à temps complet sera accepté ..	2	(27)
a) pour les salariés et appointés uniquement :			— un emploi à temps complet est recherché, s'il n'y en a pas, un travail à temps partiel sera accepté ..	3	(27)
— fermeture d'entreprise	0	(22)	— un emploi à temps partiel est recherché, s'il n'y en a pas, un travail à temps complet sera accepté ..	4	(27)
— licenciement ou suppression de poste	1	(22)	— seul un emploi à temps partiel sera accepté ..	5	(27)
— fin de l'emploi à durée limitée	2	(22)	— ne précise pas si c'est un emploi à temps complet ou partiel	6	(27)
— démission	3	(22)			
— retraite anticipée pour des raisons économiques	4	(22)			
b) pour tous :					
— cessation d'activité pour des raisons de maladie ou d'invalidité	5	(22)	27. Quelle est la situation de l'intéressé immédiatement avant que ne commence la recherche d'un emploi ?		81
— départ à la retraite pour des raisons autres qu'économiques ou médicales	6	(25)	— exerce une profession ou un emploi	1	(28)
— appel au service militaire ou civil obligatoire	7	(22)	— étudiant, élève	2	(28)
— cessation d'activité pour des raisons personnelles	8	(25)	— service militaire ou civil (obligatoire)	3	(28)
— autres raisons	9	(25)	— s'occupe de son propre foyer	4	(28)
			— autres (p. ex. retraités)	5	(28)
22. Statut professionnel du dernier emploi :	72				
— Employeur	1	(23)	28. Ancienneté dans la recherche d'un emploi :		82
— Indépendant	2	(23)	— n'a pas encore commencé ses recherches	0	(29)
— Ouvrier, salarié (sousmis à l'O.N.S.S.)	3	(23)	— cherche depuis moins d'un mois	1	(29)
— Employé, appointé (sousmis à l'O.N.S.S.)	4	(23)	— cherche depuis 1 à 2 mois	2	(29)
— Fonctionnaire, agent de l'Etat, province, commune, parastataux, et autres	5	(23)	— cherche depuis 3 à 5 mois	3	(29)
— Aidant	6	(23)	— cherche depuis 6 à 11 mois	4	(29)
			— cherche depuis 12 à 17 mois	5	(29)
			— cherche depuis 18 à 23 mois	6	(29)
			— cherche depuis 24 mois ou plus	7	(29)
23. a) Nom de l'établissement, de l'institution, de l'administration, etc. que la personne dirigeait ou qui l'occupait :	73				
.....			29. Si un emploi était trouvé maintenant, la personne pourrait-elle commencer à travailler immédiatement ? (c.à.d dans les 15 jours)		83
Commune :			— Oui	1	(30)
Rue :			— Non, pour une des raisons suivantes :		
No :		
b) Nature de l'activité de l'établissement, de l'institution, de l'administration, etc. que la personne dirigeait ou qui l'occupait (à spécifier autant que possible) :	(24)		— doitachever ses études ou sa formation	2	(30)
.....			— doit accomplir son service militaire ou civil obligatoire	3	(20)
.....			— ne peut pas quitter immédiatement son emploi actuel	4	(30)
.....			— responsabilités personnelles ou familiales	5	(30)
.....			— maladie ou invalidité	6	(30)
.....			— autre raison	7	(30)
.....			— n'a pas précisé la raison	8	(30)
24. Nature de la profession ou fonction que la personne exerçait dans l'établissement, l'institution ou l'administration qu'elle dirigeait ou qui l'occupait :	76				
.....			30. Incription auprès de l'Office national de l'Emploi (ONEM)		84
.....			— La personne est inscrite à l'ONEM :		
.....			— avec perception d'allocations de chômage	1	(31)
.....			— sans perception d'allocations de chômage	2	(31)
.....			— La personne n'est pas inscrite à l'ONEM	4	(31)
RECHERCHE D'UN EMPLOI					
25. Situation de l'intéressé vis-à-vis de la recherche d'un emploi ?	79		31. De quelle façon principale l'intéressé a-t-il recherché un emploi au cours des 4 dernières semaines ?		85
— cherche un emploi	1	(26)	— inscription à un bureau privé (interim, agence) (pas l'ONEM)	0	(34)
— a trouvé un emploi, mais est dans l'attente de commencer ce travail	2	(26)	— attend les résultats d'un concours de recrutement dans le secteur public	1	(34)
— Ne cherche pas d'emploi pour une des raisons suivantes :			— a mis une annonce dans un journal	2	(34)
— croit qu'aucun emploi n'est disponible ou qu'il ne sait pas en trouver	4	(32)	— a répondu à des annonces de journaux	3	(34)
— autres raisons	5	(32)	— a pris contact avec des employeurs	4	(34)
— ne cherche pas d'emploi sans en préciser la raison	6	(32)	— par relations personnelles (famille, amis)	5	(34)
			— recherche parmi les offres d'emploi des journaux etc.	6	(34)
			— autres méthodes (à préciser)	7	(34)
			— aucune méthode utilisée, pas de recherche active	8	(34)

32. Situation des personnes qui n'ont pas d'emploi et qui n'en recherchent pas :		86	SITUATION RELATIVE A L'ACTIVITE PRINCIPALE REGULIERE UN AN AVANT L'ENQUETE.	
— étudiant, élève	1	(33)	37. Situation habituelle :	91
— retraité — pensionné	2	(33)	— exerçait une profession, avait un emploi	1 (38)
— personne ne pouvant travailler pour cause de maladie ou infirmité permanente	3	(33)	— cherchait un emploi	2 (40)
— s'occupe de son propre ménage	4	(33)	— étudiant, élève	3 (40)
— autre	5	(33)	— service militaire ou civil (obligatoire)	4 (40)
			— autre (à préciser) :	5 (40)
33. Inscription auprès de l'Office national de l'Emploi (ONEM) :	87			
— La personne est inscrite à l'ONEM :	1	(34)	38. Statut professionnel :	92
— avec perception d'allocations de chômage	1	(34)	— Employeur	1 (39)
— sans perception d'allocations de chômage	2	(34)	— Indépendant	2 (39)
— La personne n'est pas inscrite à l'ONEM	4	(34)	— Ouvrier salarié (soumis à l'O.N.S.S.)	3 (39)
			— Employé, appointé (soumis à l'O.N.S.S.)	4 (39)
			— Fonctionnaire, agent de l'Etat, province, commune, parastataux et autres	5 (39)
			— Aidant	6 (39)
ENSEIGNEMENT			En cas de doute décrire exactement la situation :	
24. Niveau du dernier diplôme obtenu dans l'enseignement ?	88		
— enseignement primaire (terminé ou non)	1	(35)		
— enseignement secondaire inférieur (général, technique, professionnel, artistique)	2	(35)		
— enseignement secondaire supérieur (général, technique, professionnel, artistique)	3	(35)		
— enseignement supérieur non universitaire, type court : enseignement supérieur pédagogique	4	(35)		
— enseignement supérieur non universitaire, type court : autre	5	(35)		
— enseignement supérieur non universitaire, type long ..	6	(35)		
-- enseignement universitaire	7	(35)		
35. Enseignement et formation suivis lors des 4 dernières semaines :	89			
— n'a suivi aucun enseignement ou formation	0	(37)		
— fréquente une école d'enseignement général	1	(37)		
— Suit une formation en rapport avec l'activité économique :				
— dans une école donnant un enseignement dans un domaine spécifique ou dans une université	2	(36)		
— au sein de l'entreprise uniquement	3	(36)		
— dans le cadre de l'apprentissage	4	(36)		
— suit un autre système de formation alternée comprenant un enseignement au sein de l'entreprise et dans une école ou une université	5	(36)		
— selon d'autres formes de formation en rapport avec l'activité économique	6	(36)		
36. Objectif de la formation suivie lors des 4 dernières semaines :	90			
— formation professionnelle initiale ou préparation à un premier emploi	1	(37)		
— perfectionnement professionnel dans le cadre de l'emploi pour lequel l'intéressé a reçu une formation initiale	2	(37)		
— formation dans un domaine différent de celui pour lequel l'intéressé a reçu une formation initiale	3	(37)		
— autres objectifs	4	(37)		

39. a) Nom et adresse de l'établissement, de l'institution, de l'administration, etc. que la personne dirigeait ou qui l'occupait :	93	41. Si la personne résidait en Belgique (question 40 : code 5) : quelle était la commune de résidence ?	98 (42)
		Commune	
		
		
Commune:	(40)	42. Participation à l'enquête :	100
Rue:		— Participation directe	1 (43)
N°:		— Participation par l'intermédiaire d'un autre membre du ménage.....	2 (43)
b) Nature de l'activité de l'établissement, de l'institution, de l'administration, etc. que la personne dirigeait ou qui l'occupait (à spécifier autant que possible) :		ECHANTILLON	
.....	(40)	43. La personne participe à cette enquête :	101
.....		(Enquête sur les forces de travail)	
.....		— pour la première fois	1 (*)
.....		— pour la seconde fois	2 (*)
40. Pays de résidence un an avant l'enquête :	96		
Belgique	05	(41)	
Allemagne (R.F.A.) ..	01	Espagne	12 (42)
France	02	Norvège	13 (42)
Italie	03	Turquie	14 (42)
Pays-Bas	04	Autriche	15 (42)
Luxembourg	06	Pologne	16 (42)
Royaume-Uni	07	Yougoslavie	17 (42)
République d'Irlande ..	08	Algérie	18 (42)
Danemark	09	Maroc	19 (42)
Grèce	10	Tunisie	20 (42)
Portugal	11	Autres pays	21 (42)

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 21 avril 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires économiques et du Plan,

W. CLAES

Bijlage I

STEEKPROEFPLAN VOOR DE ENQUETE NAAR DE BEROEPSBEVOLKING 1989

1. Bepaling van het aantal geënquêteerde huishoudens

De totale steekproef werd vastgelegd op 35 000 huishoudens plus 2 450 reservehuishoudens.

Dit cijfer omvat 24 500 + 2 450 nieuwe huishoudens en de 10 500 huishoudens van de enquête 1988 die niet ondervraagd werden in 1987.

2. Indeling van de steekproef

De steekproef m_h van de drie delen van Brabant en de acht overige provincies is evenredig met de vierkantswortel van hun bevolking M_h

$$\frac{m_h}{\sum h m_h} = \frac{M_h^{1/2}}{\sum h M_h^{1/2}}$$

met evenwel een minimum van 2 000 huishoudens per onderverdeling en een verhoging met 2 000 van het aantal enquêtes in Brussel.
De steekproef werd afgerond tot 700 groepen van 50 huishoudens. Het aantal te ondervragen huishoudens in iedere onderverdeling vindt men in § 4.

3. Aanduiding van de huishoudens**3.1. Steekproef overgenomen uit de enquête 1988**

In de enquête 1988 werden 210 groepen van 50 huishoudens opgenomen uit de enquête 1988, in totaal dus 10 500 huishoudens, d.i. 30 %. Deze groepen werden op toevallige wijze gekozen uit de groepen van 1987 die in 1988 nog niet ondervraagd werden. De steekproefverhouding werd voor elke onderverdeling zo gekozen, dat ze alle 30 % huishoudens uit 1988 omvatten.

3.2. Nieuwe steekproef

De huishoudens werden volgens een tweetrapssteekproef gekozen.

De primaire eenheid van de steekproef is de geografische eenheid bestaande uit een woongebied met eenzelfde postnummer, wat grotendeels samenvalt met de gemeenten vóór de fusies van 1977. Iedere gemeente wordt, eventueel meer dan een keer, gekozen met een waarschijnlijkheid die in verhouding staat tot het aantal huishoudens dat er woont. In iedere provincie — met eigen steekproefverhouding — wordt een systematische steekproef getrokken.

Indien een eenheid n maal wordt getrokken, telt ze voor n primaire eenheden.

De secundaire eenheid van de steekproef is het huishouden. Voor elke primaire eenheid wordt eenzelfde aantal huishoudens opgenomen (50 + 5 reservehuishoudens).

De aanduiding gebeurt via een systematische trekking uit de lijst van de gezinshoofden die binnen de primaire eenheid wonen. De interval wordt zo berekend dat het ganse bestand wordt doorlopen; het eerste gezinshoofd wordt toevallig getrokken.

4. Uitsplitsing van de steekproef

	Steekproef overgenomen uit de enquête 1988 (Basisbestand)	Nieuwe steekproef		Totaal	
		Basisbestand	Reserve	Basisbestand	Reserve
Antwerpen	1 250	2 800	280	4 050	200
Brussel	1 650	3 900	390	5 550	390
Vlaams Brabant	950	2 100	210	3 050	210
Waals Brabant	600	1 400	140	2 000	140
West-Vlaanderen	950	2 300	230	3 250	230
Oost-Vlaanderen	1 100	2 550	255	3 650	255
Henegouwen	1 100	2 550	255	3 650	255
Luik	950	2 300	230	3 250	230
Limburg	750	1 800	180	2 550	180
Luxemburg	600	1 400	140	2 000	140
Namen	600	1 400	140	2 000	140
Totaal	10 500	24 500	2 450	35 000	2 450

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 21 april 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege:

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

W. CLAES

Bijlage II

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
NATIONAAL INSTITUUT VOOR DE STATISTIEK
Leuvenseweg 44, 1000 Brussel
Tel. : 02/513.96.50

Gemeente :

--	--	--	--	--

STEEKPROEFENQUETE NAAR DE BEROEPSBEVOLKING 1989

Nummer van de groep :

--	--	--	--

I. HUISHOUDFORMULIER

Nummer van het huishouden :

De ondervraagde huishoudens zijn verplicht de gevraagde inlichtingen te verstrekken. De op deze vragenlijst verstrekte inlichtingen zijn vertrouwelijk; zij worden uitsluitend gebruikt voor de uitwerking van globale en naamloze statistieken. Elke andere bekendmaking is door de wet verboden.

Voor de enquêteur :

- per vraag mag slechts één antwoord gegeven worden
- het antwoord op het merendeel van de vragen wordt gegeven door de passende code te omcirkelen, bv. : 3
- wat de vragen betreft die met een getal moeten worden beantwoord, (bv. aantal personen die deel uitmaken van het huishouden), schrijft men dit getal in het overeenkomstig vakje, bv. : **[0|0|5]**
- het getal tussen haakjes in kolom 2 geeft het nummer aan van de volgende vraag

1. Naam en voornaam van de referentiepersoon :							
Straat en nr. :							
Gemeente :							
2. Aantal personen die deel uitmaken van het huishouden :	20 (3) <table border="1"><tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr></table>						
3. Aard van het huishouden :	23						
— particulier huishouden	1 (5)						
— collectief huishouden	2 (4)						
4. Indien het een collectief huishouden betreft, beschrijf duidelijk de aard van de instelling :	24 (5) <table border="1"><tr><td> </td></tr></table>						
5. Resultaat van het onderzoek :	25						
— positief	1 (6)						
— negatief : — geweigerd	2 (*)						
— afwezigheid van lange duur	3 (*)						
— andere reden (te omschrijven)	4 (*)						
6. Datum van het interview :	26 (7) <table border="1"><tr><td> </td><td> </td><td> </td></tr><tr><td>dag</td><td>maand</td><td> </td></tr></table>				dag	maand	
dag	maand						
7. Telefoonnummer : — thuis : / — werk, familie, buren, e.d. : /	(8) (8)						
8. Wijze van enquêteren :	27						
— persoonlijk interview	1 (II)						
— per post	2 (II)						
— telefonisch	3 (II)						

Naam van de enquêteur :

Algemene Directie :

Telefoonnummer :

MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN
NATIONAAL INSTITUUT VOOR DE STATISTIEK

Leuvenseweg 44, 1000 Brussel
Tel. : 02/513.98.50

STEEKPROEFENQUETE NAAR DE BEROEPSBEVOLKING 1989

II. INDIVIDUEEL FORMULIER

Voor iedere persoon van het huishouden, al dan niet aanwezig, moet een individueel formulier worden opgemaakt. De op deze vragenlijst verstrekte inlichtingen zijn vertrouwelijk; zij worden uitsluitend gebruikt voor de uitwerking van globale en naamloze statistieken. Elke andere bekendmaking is door de wet verboden.

- Voor de enquêteur :**
- per vraag mag slechts één antwoord gegeven worden
 - het antwoord op het merendeel van de vragen wordt gegeven door de passende code te omcirkelen, bv.: 7
 - wat de vragen betreft die met een getal moeten worden beantwoord, (bv. geboortemaand), schrijft men dit getal in het overeenkomstig vakje, bv. : juni | 0 | 6 |
 - het getal tussen haakjes in kolom 2 geeft het nummer aan van de volgende vraag

Naam en voornaam:	(1)	Voor de enquêteur :	(6)
ALGEMENE INLICHTINGEN			
1. Verwantschap met de referentiepersoon :	31	— de betrokken is 14 jaar of ouder (geboren op 23.4.1975 of vroeger) :	(40)
— Referentiepersoon	1	— de betrokken is 13 jaar of jonger (geboren op 24.4.1975 of later) :	
— Echtgenoot, echtgenote of partner	2		
— Zoon, dochter (ook aangenomen of stiefkind)	3		
— Familieleden in opgaande lijn (van de referentiepersoon of echtgeno(o)(e))	4		
— Andere familieleden	5		
— Andere	6		
— Niet van toepassing (collectief huishouden)	9		
2. Geslacht :	32	6. Arbeidssituatie gedurende de referentieweek :	43
mannelijk	1	Heeft een betrekking of activiteit	
vrouwelijk	2	a) heeft deze uitgeoefend 1 (8)	
3. Geboortedatum :	33	b) heeft deze niet uitgeoefend 2 (7)	
dag		Militaire of vervangende dienstplicht 3 (20)	
maand		Heeft geen betrekking of activiteit 4 (20)	
jaar			
4. Burgerlijke staat :	40		
— Ongehuwd	1	7. Personen met een betrekking, die deze om de volgende redenen niet hebben uitgeoefend tijdens de referentieweek :	44
— Gehuwd	2	— Slecht weer 0 (8)	
— Weduwnaar, weduwe	3	— Tijdelijk werkloos om technische of economische redenen 1 (8)	
— Wettelijk gescheiden of gescheiden van tafel en bed	4	— Arbeidsconflict 2 (8)	
5. Nationaliteit :	41	— Onderwijs of opleiding buiten het bedrijf 3 (8)	
België 05 Spanje 12	(6)	— Ziekte, ongeval of tijdelijke arbeidsongeschiktheid 4 (8)	
Duitsland (D.B.R.) .. 01 Noorwegen	13	— Bevallingsverlof 5 (8)	
Frankrijk 02 Turkije	14	— Vakantieverlof 6 (8)	
Italië 03 Oostenrijk	15	— Nieuwe betrekking die op een latere datum zal opgenomen worden 7 (20)	
Nederland 04 Polen	16	— Andere redenen 8 (8)	
Luxemburg 06 Joegoslavië	17		
Verenigd Koninkrijk .. 07 Algerië	18		
Ierse Republiek .. 08 Marokko	19		
Denemarken 09 Tunesië	20		
Griekenland 10 Andere landen			
Portugal 11 en staatlozen .. 21	(6)		
9. Gewone wekelijkse arbeidsduur :	46		
Aantal uren gewoonlijk gepresteerd voor de uitoefening van de hoofdactiviteit			
10. Aantal werkelijk gepresteerde arbeidsuren tijdens de referentieweek voor de hoofdactiviteit	48		
			(11)

11. Reden waarom de betrokkenen tijdens de referentieweek een aantal uren heeft gepresteerd verschillend van zijn/haar gewone arbeidsduur :	50	16. Onderscheid tussen volttijdse en deeltijdse arbeid :	64
a) De betrokkenen heeft MEER uren gewerkt dan gewoonlijk om volgende redenen :		a) Werk volttijds	1 (17)
— Variabel uurrooster (bv. glijdende werktijd)	01 (12)	b) Werk deeltijds om volgende redenen :	
— Flexibele werkweek	02 (12)	— Volgt onderwijs of krijgt een opleiding	2 (16c)
— Andere reden	03 (12)	— Ziek of gehandicapt	3 (16c)
b) De betrokkenen heeft MINDER uren gewerkt dan gewoonlijk om de volgende redenen :		— Geen volttijdse arbeid gevonden	4 (16c)
— Slecht weer	04 (12)	— Familiale redenen	5 (16c)
— Tijdelijk werkloos om technische of economische redenen	05 (12)	— Wenst geen volttijdse arbeid om andere redenen ..	6 (16c)
— Arbeidsconflict	06 (12)	— Andere reden	7 (16c)
— Onderwijs of opleiding	07 (12)	c) Indien deeltijds :	
— Variabel uurrooster (bv. glijdende werktijd)	08 (12)	hoeveel % (in tijd) van een volttijdse betrekking	8 (16c)
— Flexibele werkweek	09 (12)		(17)
— Ziekte, ongeval of tijdelijke arbeidsongeschiktheid ..	10 (12)		
— Bevallingsverlof	11 (12)	17. Werkt in ploegen (onderneming met vol- of semi-continue arbeid; werk in 2, 3 of 4 ploegen) :	67
— Persoonlijke of familiale redenen	12 (12)	— Ja	1 (18)
— Vakantie, verlof	13 (12)	— Neen	2 (18)
— Feestdagen	14 (12)		
— Begin of verandering van betrekking gedurende de referentieweek	15 (12)	Voor de enquêteur :	
— Einde van een betrekking zonder een nieuwe betrekking op te nemen tijdens de referentieweek ..	16 (12)	Vraag 18 alleen stellen aan arbeiders, bedienden of overheid	(18)
— Andere reden	17 (12)	De andere personen met een betrekking	(19)
Andere mogelijkheden :			
— De betrokkenen heeft HETZELFDE aantal uren gewerkt	97 (12)	18. Duur van de betrekking :	68
— Personen bij wie de arbeidsduur van week tot week of van maand tot maand sterk VARIEERT	98 (12)	a) De betrokkenen heeft een VAST werk of een arbeidscontract van onbepaalde duur	1 (19)
12. Beroepsstatuut :	52	b) De betrokkenen heeft een TIJDDELIJK werk of een arbeidscontract van beperkte duur om volgende redenen :	
— Werkgever	1 (13)	— Contract loopt over een opleidingsperiode (leerlingen, stagiairs, enz.)	2 (19)
— Zelfstandige	2 (13)	— B.T.K., D.A.C., T.W.W., gesubsidieerde contractuelen ..	3 (19)
— Arbeider, loontrekkende (onderworpen aan R.S.Z.) ..	3 (13)	— Kan geen vast werk vinden	4 (19)
— Bediende, weddetrekkende (onderworpen aan R.S.Z.) ..	4 (13)	— Wenst geen vast werk	5 (19)
— In overheidsdienst (Rijk, provincie, gemeente, parastatale, e.a.)	5 (13)	— Geeft geen reden op	6 (19)
— Helper	6 (13)		
13. Naam en adres van het bedrijf, de instelling, de administratie enz. waarvan de betrokkenen de leiding heeft of waarbij hij/zij tewerkgesteld is :	53	19. Zoeken naar ander werk en redenen voor het zoeken:	69
.....		— De betrokkenen zoekt geen ander werk	0 (33)
Gemeente:	14	— De betrokkenen zoekt ander werk om volgende redenen :	
Straat:		— Vreest of is zeker de huidige betrekking te verliezen ..	1 (26)
Nr.:		— De huidige betrekking wordt beschouwd als een voorlopige betrekking	2 (26)
14. Aard van activiteit van het bedrijf, de instelling, de administratie, enz. waarvan de betrokkenen de leiding heeft of waarbij hij/zij tewerkgesteld is (zo nauwkeurig mogelijk omschrijven) :	58	— Zoekt een tweede betrekking	3 (26)
.....		— Wenst betere arbeidsvoorwaarden	4 (26)
.....		— Andere redenen	5 (26)
.....		— Zoekt ander werk maar geeft hiervoor geen bepaalde reden op	6 (26)
15. Aard van het beroep of de functie die de betrokkenen uitoefent in het bedrijf, de instelling of de administratie waarvan hij/zij de leiding heeft of waarbij hij/zij tewerkgesteld is :	61	VROEGERE BEROEPSERVARING VAN DE PERSONEN ZONDER BETREKKING	
.....		20. Vroegere beroepservaring en tijdspanne verlopen sinds het einde van de laatste betrekking :	70
.....		— Heeft nooit gewerkt	0 (25)
.....		— Heeft reeds gewerkt en heeft de laatste betrekking beëindigd :	
.....		— Minder dan 6 maanden geleden	1 (21)
.....		— 6 tot 11 maanden geleden	2 (21)
.....		— 12 tot 17 maanden geleden	3 (21)
.....		— 18 tot 23 maanden geleden	4 (21)
.....		— 24 tot 35 maanden geleden	5 (21)
.....		— Meer dan 35 maanden geleden	6 (25)
.....		— Heeft reeds gewerkt maar geeft niet op wanneer de laatste betrekking werd beëindigd	7 (25)

GEGEVENS OVER DE LAATSTE BETREKKING			
Voor de enquêteur :			
Vraag 21 alleen stellen aan de personen zonder betrekking die minder dan drie jaar geleden nog gewerkt hebben	(21)		
De andere personen zonder betrekking	(25)		
21. Reden waarom de laatste betrekking werd verlaten :	71		
a) Enkel voor loon- en weddentrekkenden :			
— Sluiting van de onderneming	0	(22)	
— Ontslagen of afschaffing van de post	1	(22)	
— Einde van de betrekking van bepaalde duur	2	(22)	
— Heeft ontslag genomen	3	(22)	
— Vervroegd pensioen om economische redenen	4	(22)	
b) Voor allen :			
— Stopzetting van de activiteit wegens ziekte of invaliditeit	5	(22)	
— Pensioen om andere dan economische of gezondheidsredenen	6	(25)	
— Opgeroepen voor militaire of vervangende dienstplicht	7	(22)	
— Stopzetting van de activiteit om persoonlijke redenen	8	(25)	
— Andere redenen	9	(25)	
22. Beroepsstatuut van de laatste betrekking :	72		
— Werkgever	1	(23)	
— Zelfstandige	2	(23)	
— Arbeider, loontrekkende (onderworpen aan R.S.Z.)	3	(23)	
— Bediende, weddentrekkende (onderworpen aan R.S.Z.)	4	(23)	
— In overheidsdienst (Rijk, provincie, gemeente, parastatale, e.a.)	5	(23)	
— Helper	6	(23)	
23. a) Naam en adres van het bedrijf, de instelling, de administratie enz., waarvan de betrokkenen de leiding had of waarbij hij/zij tewerkgesteld was :	73		
Gemeente :			
Straat :			
Nr. :			
b) Aard van activiteit van het bedrijf, de instelling, de administratie, enz., waarvan de betrokkenen de leiding had of waarbij hij/zij tewerkgesteld was (zo nauwkeurig mogelijk omschrijven)	(24)		
24. Aard van het beroep of de functie die de betrokkenen uitoefende in het bedrijf, de instelling of de administratie waarvan hij/zij de leiding had of waarbij hij/zij tewerkgesteld was :	76		
HET ZOEKEN NAAR EEN BETREKKING			
25. Welke is de situatie van de betrokkenen tegenover het zoeken naar een betrekking?	79		
— Zoekt een betrekking	1	(28)	
— Heeft een betrekking gevonden, maar wacht op zijn/haar indiensttreding	2	(28)	
— Zoekt geen betrekking om de volgende redenen :			
— Denkt dat er geen betrekking beschikbaar is of dat hij/zij er geen kan vinden	4	(32)	
— Andere redenen	5	(32)	
— Zoekt geen betrekking maar geeft hiervoor geen reden op	6	(32)	
26. Aard van het gezocht of gevonden werk :		80	
Een zelfstandige activiteit	1	(27)	
Een betrekking als loon- of weddentrekkende :			
— Alleen een voltijdse betrekking wordt aangenomen	2	(27)	
— Een voltijdse betrekking wordt gezocht, maar indien deze niet beschikbaar is, zou ook een deeltijdse betrekking aangenomen worden	3	(27)	
— Een deeltijdse betrekking wordt gezocht, maar indien deze niet beschikbaar is, wordt een voltijdse betrekking aangenomen	4	(27)	
— Alleen een deeltijdse betrekking wordt aangenomen	5	(27)	
— Geeft niet op of het om een deeltijdse of een voltijdse betrekking gaat	6	(27)	
27. Welke is de situatie van de betrokkenen onmiddellijk vóór het zoeken naar werk?		81	
— Oefent een beroep uit, heeft een betrekking	1	(28)	
— Student, scholier	2	(28)	
— Militaire of vervangende dienstplicht	3	(28)	
— Werkzaam in eigen huishouden	4	(28)	
— Anderen (bv. gepensioneerden)	5	(28)	
28. Duur van het zoeken naar werk :		82	
— Is nog niet begonnen met zoeken	0	(29)	
— Zoekt sedert 1 tot 2 maanden	1	(29)	
— Zoekt sedert 3 tot 5 maanden	2	(29)	
— Zoekt sedert 6 tot 11 maanden	3	(29)	
— Zoekt sedert 12 tot 17 maanden	4	(29)	
— Zoekt sedert 18 tot 23 maanden	5	(29)	
— Zoekt sedert 24 maanden en meer	6	(29)	
29. Indien de betrokkenen nu een betrekking zou vinden, zou hij/zij onmiddellijk aan het werk kunnen, d.w.z. binnen twee weken?		83	
— Ja	1	(30)	
— Neen, om één van de volgende redenen :			
— Moet studies of opleiding nog beëindigen	2	(30)	
— Moet zijn militaire of vervangende dienstplicht nog beëindigen	3	(30)	
— Kan huidige betrekking niet onmiddellijk verlaten ..	4	(30)	
— Wegens persoonlijke of familiale verantwoordelijkheden	5	(30)	
— Ziekte of invaliditeit	6	(30)	
— Andere reden	7	(30)	
— Geeft geen reden op	8	(30)	
30. Inschrijving bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (R.V.A.)		84	
— De betrokkenen is ingeschreven bij de R.V.A. :			
— Met werkloosheidssuitkering	1	(31)	
— Zonder werkloosheidssuitkering	2	(31)	
— De betrokkenen is NIET ingeschreven bij de R.V.A.	4	(31)	
31. Hoe heeft de betrokkenen de laatste 4 weken een betrekking gezocht?		85	
— Inschrijving bij een particulier bureau (interim, agentschap) (niet de R.V.A.)	0	(34)	
— Wacht de resultaten af van een wervingsexamen van de openbare dienst	1	(34)	
— Heeft een advertentie in de krant geplaatst	2	(34)	
— Heeft advertenties uit de krant beantwoord	3	(34)	
— Nam contact met werkgevers	4	(34)	
— Door persoonlijke relaties, via vrienden of verwanten ..	5	(34)	
— Door het zoeken tussen aangeboden betrekkingen in de kranten e.d.	6	(34)	
— Andere methodes (te preciseren)	7	(34)	
— Geen methode toegepast, d.w.z. niet actief gezocht	8	(34)	

32. Situatie van de personen die geen betrekking hebben en er ook geen zoeken :	86	TOESTAND M.B.T DE REGELMATIGE HOOFDACTIVITEIT (EEN JAAR VOOR DE ENQUETE)	
— Student, scholier	1 (33)	37. Gewone toestand :	91
— Gepensioneerde	2 (33)	— Oefende een beroep uit, had een betrekking	1 (38)
— De betrokken kan niet werken wegens een blijvende ziekte of invaliditeit	3 (33)	— Zocht een betrekking	2 (40)
— Verzorgt de eigen huishouding	4 (33)	— Student, scholier	3 (40)
— Andere	5 (33)	— Militaire of vervangende dienstplicht	4 (40)
		— Andere (te omschrijven)	5 (40)
33. Inschrijving bij de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening (R.V.A.) :	87	38. Beroepsstatuut :	92
— De betrokken is ingeschreven bij de R.V.A.		— Werkgever	1 (39)
— Met werkloosheidssuitkering	1 (34)	— Zelfstandige	2 (39)
— Zonder werkloosheidssuitkering	2 (34)	— Arbeider, loontrekende (onderworpen aan R.S.Z.)	3 (39)
— De betrokken is NIET ingeschreven bij de R.V.A.	4 (34)	— Bediende, weddetrekende (onderworpen aan R.S.Z.)	4 (39)
		— In overheidsdienst (Rijk, provincie, gemeente, parastatale, e.a.)	5 (39)
		— Helper	6 (39)
ONDERWIJS		In geval van twijfel, de toestand nauwkeurig omschrijven	
34. Tot welk niveau behoort het hoogste onderwijsdiploma dat werd behaald?	88	
— Lager onderwijs (beëindigd of niet)	1 (35)	
— Secundair onderwijs, lagere graad (algemeen, technisch, beroeps, kunst)	2 (35)		
— Secundair onderwijs, hogere graad (algemeen, technisch, beroeps, kunst)	3 (35)		
— Niet-universitair hoger onderwijs, korte type : hoger pedagogisch onderwijs	4 (35)		
— Niet-universitair hoger onderwijs, korte type : andere	5 (35)		
— Niet-universitair hoger onderwijs : lange type	6 (35)		
— Universitair onderwijs	7 (35)		
35. Onderwijs en opleiding genoten gedurende de laatste 4 weken :	89		
— Geen onderwijs of opleiding genoten	0 (37)		
— Bezocht een school voor algemeen vormend onderwijs	1 (37)		
— Volgde een opleiding die verband houdt met de economische activiteit :			
— in een school met een specifiek leerplan, of in een universiteit	2 (36)		
— uitsluitend binnen de onderneming	3 (36)		
— in het kader van de leerlingenopleiding	4 (36)		
— in het kader van een ander tweeledig opleidingsstelsel met opleiding zowel in het bedrijf als op een school	5 (36)		
— binnen andere opleidingsvormen in verband met de economische activiteit	6 (36)		
36. Doel van de opleiding gedurende de laatste 4 weken :	90		
— Eerste beroepsopleiding of voorbereiding op een eerste betrekking	1 (37)		
— Beroepsvervolmaking in het kader van de betrekking voor dewelke de betrokken oorspronkelijk werd ogeleid	2 (37)		
— Opleiding op een ander gebied dan hetgene waarvoor de betrokken oorspronkelijk werd ogeleid	3 (37)		
— Andere doelstellingen	4 (37)		

39. a) Naam en adres van het bedrijf, de instelling, de administratie enz., waarvan de betrokkenen de leiding had of waarbij hij/zij tewerkgesteld was :	93	41. Indien de betrokkenen in België verbleef (vraag 40 : code 5) : in welke gemeente verbleef hij/zij?	98 (42)
		Gemeente	
Gemeente		— Directe deelname	1 (43)
		— Deelname met tussenkomst van een ander lid van het huishouden	2 (43)
b) Aard van activiteit van het bedrijf, de instelling, de administratie, enz., waarvan de betrokkenen de leiding had of waarbij hij/zij tewerkgesteld was (zo nauwkeurig mogelijk omschrijven) :	(40)	STEEKPROEF	100 (*)
		43. De betrokkenen neemt deel aan dit onderzoek : (Steekproefenquête naar de beroepsbevolking)	
40. Land van verblijf één jaar vóór de enquête :	96	— Voor de eerste keer	1 (*)
		— Voor de tweede keer	2 (*)
België	05		(41)
Duitsland (D.B.R.)	01	Spanje	
Frankrijk	02	Noorwegen	
Italië	03	Turkije	
Nederland	04	Oostenrijk	
Luxemburg	06	Polen	
Verenigd Koninkrijk	07	Joegoslavië	
Ierse Republiek	08	Algerië	
Denemarken	09	Marokko	
Griekenland	10	Tunesië	
Portugal	11	Andere landen	

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 21 april 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Economische Zaken en het Plan,

W. CLAES